

# LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 499 - 22 juin 1989 - Prix 2,50 F

**CHERS AMIS LECTEURS,  
« LES NOUVELLES  
DE LOIRE-ATLANTIQUE »  
VOUS SOUHAITENT  
DE BONNES VACANCES ET  
VOUS DONNENT RENDEZ-VOUS  
LE 24 AOÛT 1989**

## **LE DROIT DE L'HOMME A LA PAIX DIMANCHE PROCHAIN, RENDEZ-VOUS A L'APPEL DES CENT**



Vue d'une précédente manifestation à Paris, avec des pacifistes de Loire-Atlantique. (Voir page 7).

### **SOMMAIRE**

- Bicentenaire
- La Culture en deuil
- Théâtre en profondeur
- Fête de l'Humain
- p. 2
- Jackie HOFFMAN à Saint-Nazaire et la Navale
- Des carottes sur le pavé pour un lycée à Blain
- p. 3
- Assemblée du Parc de Brière
- p. 4
- L'enfance déshéritée
- Recul de Claude EVIN
- Regards sur un centre de santé
- J.-C. LAMATABOIS sur les ondes
- p. 5
- Yves KERGROAC'H intervient au Conseil municipal de Nantes
- Main basse sur le pouvoir d'achat
- p. 6
- Le droit de l'Homme à la Paix
- Yves LE CALLO n'est plus
- Une intervention de Gaston AUFFRET au Conseil municipal de Nantes
- p. 7

## **VOUS POUVEZ COMPTER SUR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

Le premier constat au lendemain de ces élections Européennes est celui du refus de vote. Avec 52,34 % d'abstention dans le département, c'est un taux supérieur à la moyenne nationale, le phénomène ne peut s'expliquer, comme tente de le faire « Ouest-France » en s'interrogeant, sur la proximité des plages.

Cette attitude de désintérêt et de rejet n'épargne aucune formation. En réalité Giscard, Fabius, Veil ont tout fait pour en arriver là.

Par une campagne d'experts les plus pointus, ils ont paraphé le couplet sur l'Europe mais personne n'y croit plus, sauf les magnats de la finance.

Cette Europe, qui a conduit au bradage de nos

atouts, telle la Navale, l'Aérospatiale, l'Agro-alimentaire, l'Agriculture qui prépare pour demain la remise en cause de la protection sociale, des statuts... comme nous l'avons prouvé pendant la campagne, suscite une très grande inquiétude chez celles et ceux qui ont un besoin urgent de combattre cette politique.

C'est parmi cet électorat populaire qui ne croit pas, avec juste raison, au miracle européen, que l'on trouve le plus fort taux d'abstention.

Dans certains quartiers de Nantes ou de Rezé, seulement 35, voire 30 % d'électeurs se sont dépla-

cés. A Trignac, 43 %, à Montoir 41,82 %.

Avec 14 524 voix et 4,38 % notre Parti subit plus que les autres formations ce refus de vote.

Tout s'est passé comme si ces forces que nous influençons s'étaient senties impuissantes à agir face à un projet en marche qu'elles savent qui n'est

Par **Jean-René TEILLANT**  
Membre du Bureau Fédéral

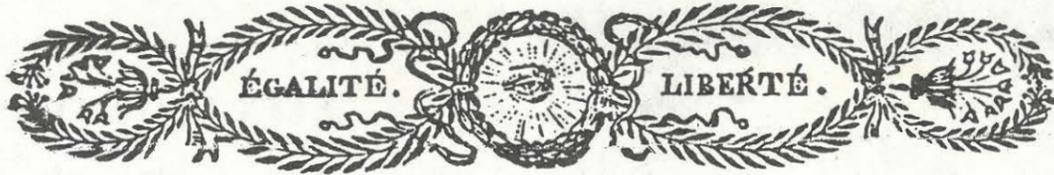
pas le leur et même qui est dirigé contre elles.

Dans cette campagne, l'activité des communistes, les initiatives et déclarations des candidats, la participation de Philippe Herzog à certaines émissions de télévision ou radio ont une nouvelle fois prouvé

combien les communistes avaient le souci des préoccupations quotidiennes des gens. Cette pratique a permis de semer des idées qui lèveront.

Rien n'empêchera les luttes, dans lesquelles nous continuerons de prendre une part décisive, de se poursuivre et s'amplifier au fur et à mesure que les gens feront leur expérience.

Quel qu'ait été le choix pour sanctionner les projets européens communs à la droite et au P.S., de l'abstention, ou vote écolo, ou vote chasseur, chacun peut être assuré pour ses luttes, la défense de ses intérêts, de l'aide et de l'appui du Parti Communiste Français, de ses militants, ses élus à tous les niveaux. Nous le savons, ils en auront besoin.



## UNE HISTOIRE BIEN OFFICIELLE

A l'occasion du bicentenaire de la Révolution, le Conseil général du département vient de publier un livre « **La Loire-Atlantique dans la tourmente révolutionnaire, 1789-1799** ».

C'est d'abord un très bel album, dont la magnifique iconographie, due à Claudine Guéguen, suffit à elle seule à en assurer l'intérêt. Mais son prix (176 F) ne le met certes pas à la portée de toutes les bourses.

Cette commande du Conseil général à l'historien Jean-Clément Martin est présentée comme « manuel scolaire ». Son ambition est visiblement plus large.

Présentant ce livre, ses promoteurs, l'auteur et la presse insistent sur « l'impartialité et la rigueur scientifiques » de l'ouvrage.

Dans sa préface, Charles-Henri de Cossé-Brissac — qui confond la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » du 26 août 1789, avec la « Déclaration Universelle des Droits de l'Homme » de... 1948 — ne parle pas de « génocide » mais de guerre civile, ce qui est bien, mais pour l'attribuer aussitôt à un « flot d'anarchie » et à une « névrose collective ». Nul doute que, sous de tels auspices, l'histoire « impartiale et scientifique » de la Révolution soit en marche. Gare ! L'histoire inverse — sans aucun doute partisane et idéologique ? — n'a qu'à bien se tenir...

Quant à l'auteur, Jean-Clément Martin, il fait, en introduction, porter « l'obligation de l'impartialité scientifique » à la seule « collecte des faits », déclarant vouloir les « établir tels qu'ils se sont déroulés », et se cantonner ainsi « expressément dans la présentation événementielle de la période révolutionnaire en Loire-Atlantique ».

Mais, lorsqu'il ajoute : « Ce qui se passe dans notre région n'existe qu'en fonction des grandes luttes politiques qui déchirent les assemblées révolutionnaires réunies à Paris », n'avance-t-il pas d'emblée une clé exclusive — et discutable — de lecture des

événements locaux, qui écarte un peu vite la possibilité d'explications internes et locales des faits ?

Le contenu même du récit illustre ensuite cette thèse initiale.

La guerre de Vendée « n'est pas seulement causée par l'opposition paysans/révolutionnaires. Les divisions profondes qui jettent les uns contre les autres Girondins, Montagnards, sans-culottes, expliquent que chaque camp ait pratiqué une surrègne continue ». Elle « sert d'enjeu politique entre les différents groupes révolutionnaires, plus préoccupés de leur réussite politique à Paris que de la vali-

*l'esprit de Marseille se relèvera à la hauteur de la Révolution républicaine ! Enfin, chaque coup que vous porterez à la Vendée retentira dans les villes rebelles, dans les départements fédéralistes et dans les frontières envahies ».*

S'il est vrai que la Vendée est choisie pour faire un exemple, et sert donc « d'abcès de fixation » peut-on pour autant affirmer que les mesures radicales adoptées à son encontre ne visent qu'à « garder le pouvoir » aux révolutionnaires ? Que « la situation militaire réelle compte moins que les calculs politiques irréalistes tenus à Paris » comme l'affirme

devenir de la Révolution, l'existence même de la Nation.

Quant à la question de savoir comment les paysans de l'Ouest sont passés massivement à la contre-révolution, elle reste dès lors largement en suspens. L'auteur avance à ce sujet trois affirmations :

1. « Il n'y a pas besoin de chercher une conspiration entre les ruraux ou un travail souterrain des nobles, des prêtres ou des missionnaires ».

2. « Les ruraux ne veulent pas de la Constitution civile du clergé ».

3. « Ils ne réclament pas le retour à l'Ancien Régime, mais ils ne supportent plus les nouveautés révolutionnaires ».

Or, si l'on admet sans discuter ces points, on réduit le soulèvement vendéen à des causes strictement idéologiques et subjectives. Mais il est vrai que l'auteur a postulé dès le départ « le calme des campagnes » de la région à la veille de 1789 ! Rien est moins vrai pourtant... Et les durs affrontements des paysans contre les afféagements à Couëron, à St-Gildas et en Brière ? Et le contenu des cahiers de doléances ruraux qui dénoncent avec virulence les droits et abus féodaux ?

L'histoire n'est pas que restitution des faits. Elle est nécessairement aussi choix et interprétation de ces faits. L'un ne va pas sans l'autre. Faute de le reconnaître, toute prétention excessive à l'« impartialité scientifique » n'est que la couverture trop commode de la recherche d'un consensus assez artificiel.

J.-Y. M.



dité des décisions prises à propos de la guerre ». Ceci expliquerait « l'irréalisme de la plupart des actes ».

Le mot-clé est lâché : c'est l'« irréalisme ». Irréalisme des actes, irréalisme des discours. J.-C. Martin cite le discours de Barère devant la Convention, du 1<sup>er</sup> août 1793 :

*« Représentants, détruisez la Vendée, Valenciennes et Condé ne seront plus au pouvoir de l'Autrichien ! Détruisez la Vendée. L'Anglais ne s'occupera plus de Dunkerque ! Détruisez la Vendée, l'Espagne se verra harcelée, conquise par les méridionaux joints aux soldats victorieux de Mortagne et de Cholet ! Détruisez la Vendée et Lyon ne résistera plus, Toulon s'insurgera contre les Espagnols et les Anglais, et*

une nouvelle fois l'auteur ? Ainsi la Vendée n'aurait fait que payer les pots cassés des querelles parisiennes intestines entre factions de la Convention.

Or le texte de Barère ne dit pas cela. Il prouve simplement que les Conventionnels établissent, eux, bien le lien qu'il y a entre menace extérieure et guerre de Vendée. L'insurrection paysanne s'est transformée en une « armée catholique et royale », qui veut remonter vers Paris pour soutenir la pression des armées étrangères, pour ouvrir un port aux Anglais. Un véritable front militaire s'est ouvert à l'intérieur même du pays, d'où la violence de la riposte et la brutalité de l'engrenage des représailles. C'est plus que le pouvoir de telle ou telle faction qui est en jeu, c'est le

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ »  
S.A.R.L. au capital de 50 000 F  
Siège social : 41, rue des Olivettes  
44000 NANTES - Tél. 40.48.56.36  
R.C.S. Nantes  
N° SIRET 32151228700012  
Code A.P.E. : 5120  
Gérant : M. Maurice ROCHER  
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU  
Associés à parts égales :  
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,  
J.-Y. COUPEL,  
Gilles BONTEMPS.  
Imprimerie Commerciale  
32, bd Laënnec - RENNES  
C.C.P. n° 52 987

## LA CULTURE EN DEUIL Jacques GARNIER EST MORT

Le danseur et chorégraphe Jacques Garnier (48 ans), d'origine nantaise, vient de mourir « des suites d'une longue et douloureuse maladie ». Il dirigeait le groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris (GRCOP) qu'il avait fondé en 1981. De formation classique, il entra dans le corps de ballet de l'Opéra en 1963 puis, se passionnant pour la danse moderne, Cunningham notamment, il fonda en 1972 le Théâtre du Silence avec Brigitte Lefèvre, basé à La Rochelle, qui ne fut pas pour rien dans l'éclosion de la jeune danse française des années 80.

Jacques Garnier était le fils d'une famille nantaise bien connue dans le milieu du journalisme et des sports. Il était le fils de nos camarades Jeanine et André Garnier. Sitôt la triste nouvelle connue, la section de Nantes du PCF a adressé un message de sympathie à nos camarades. La rédaction des « Nouvelles » adresse ses sincères condoléances aux parents et à toute la famille de Jacques Garnier.

## DU THÉÂTRE EN PROFONDEUR

Les 3<sup>e</sup> Rencontres Théâtre-Enfance-Jeunesse viennent de se tenir à St-Nazaire. Elles ont permis d'apprécier tout le travail positif accompli depuis cinq ans dans le milieu scolaire par la compagnie Athénor.

Cette dernière a créé des ateliers et des stages. Elle intervient dans le milieu scolaire, crée des spectacles et mène une recherche permanente autour du théâtre pour la jeunesse.

Elle anime une école de théâtre de 200 élèves.

Tables rondes, soirées-débats, représentations dans diverses écoles ont été à l'affiche durant une semaine.

Cela a été l'occasion de présenter une création « Procès d'une insoumise » par l'atelier d'expression dramatique du collège Manon-Rolland. Le texte a été écrit par François Sautereau à partir d'un travail réalisé par les élèves et les enseignants.

D'autres travaux conçus par les jeunes élèves ont pu également être présentés.

Ces rencontres ont aussi permis de participer à la préparation du colloque national sur « l'enfant et la création contemporaine » qui se déroulera les 3 et 4 octobre prochains.

## FÊTE DE L'HUMANITÉ

9 ET 10 SEPTEMBRE 1989

PARC DE LA COURNEUVE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE  
FUT MARQUÉE PAR DE GRANDES FÊTES.

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ 1989 MARQUERA  
LE BICENTENAIRE AVEC ÉCLAT,  
FIDÈLE AUX GRANDS IDÉAUX DE 1789.

UNE GRANDE FÊTE  
POUR UNE GRANDE RÉVOLUTION.

Retenez la date et achetez votre vignette d'entrée

## DES TONNES DE CAROTTES SUR LE PAVÉ

Le mécontentement est grand chez les maraîchers de la région nantaise. Plusieurs centaines d'entre eux ont déversé, la semaine dernière, des dizaines de tonnes de carottes et de navets devant la préfecture et l'Hôtel de Région, ainsi que sur le port de Bellevue et route de Paris, perturbant ainsi la circulation.

La baisse des prix à la production en est la cause.

La raison officiellement invoquée à cette baisse découle de la situation climatique favorable qui accélère la production et freine la consommation de ces produits au profit d'autres comme les tomates.

Et dans le même temps les productions italiennes et espagnoles habituellement plus précoces arrivent en même temps sur le marché français.

Mais alors, que fait le ministre Nallet et le gouvernement français pour juguler les importations et protéger les producteurs français ? Que font-ils pour ouvrir des débouchés dans l'agro-alimentaire et empêcher les multinationales de ce secteur à imposer leur loi ?

Les producteurs ne peuvent compter que sur leur rassemblement et leur action. Et sur les députés communistes, qu'ils soient au Parlement français ou au Parlement européen.

### LA C.N.L. PREMIÈRE ORGANISATION A NANTES

Avec un gain de 7,91 %, la Confédération Nationale du Logement devient la première organisation de défense des locataires, à Nantes.

La CNL obtient 1 897 voix et 28,71 % des suffrages exprimés. Elle rappelle que ses permanences se tiennent les lundis de 16 h 30 à 18 h 30 et jeudis de 18 h à 20 h, 47, chaussée de la Madeleine à Nantes. Tél. 40.20.18.48.

## UN LYCÉE A BLAIN

Le Comité de liaison FCPE des cantons de Blain, Nozay, Guémené et Nort-sur-Erdre appelle les parents d'élèves à se rassembler samedi 24, à 14 h 30 devant la mairie, pour exiger l'implantation d'un lycée à Blain.

Des lycées et des écoles, pas des bombes, voilà une exigence que le gouvernement doit entendre de plus en plus fort.

# JACKIE HOFFMAN A SAINT-NAZAIRE :

## UNE EXIGENCE : « CONSTRUIRE, RÉPARER, TRANSPORTER FRANÇAIS, DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS PORTUAIRES.

### LE NOUVEAU CAR-FERRY DOIT ÊTRE CONSTRUIT A ST-NAZAIRE »

Au nom de l'Europe, le patronat et le gouvernement ont ravagé la construction navale française. La quasi totalité des chantiers a été fermée. Le chantier de Saint-Nazaire est le dernier qui reste.

**Mais 2 500 emplois y ont été supprimés.**

Les ACB ont reçu des coups terribles, la Mécanique des Chantiers a été démantelée. Dubigeon a été rayé de la carte.

Au total, ce sont 8 000 emplois directs qui ont été supprimés depuis 1976.

Résultat de cette politique de gâchis ? la France qui était parmi les 5 premiers pays producteurs de navires, se retrouve aujourd'hui au 16<sup>e</sup> rang.

Si on les laisse faire, il n'y aura bientôt plus du tout de construction navale dans notre pays ! Pourtant les possibilités sont immenses. **Rien que pour la France, il y a besoin au minimum de 128 navires.** Le marché est de 564 navires pour les 12 pays de la Communauté Européenne, de 3 665 navires au niveau mondial.

Nous possédions 4,5 % du carnet de commande mondial en 1979, et seulement 1,8 % en 1988.

Par contre, la RFA qui couvrait 3 % du carnet mondial en 1975 en a aujourd'hui 4,2 %. L'Italie est passée de 3,5 % à 5,2 %. Alors qu'aujourd'hui, l'on assiste à une remontée des commandes mondiales, la politique de casse mise en œuvre par le gouvernement et le patronat ne nous permet pas d'en profiter.

Et ils ont l'intention d'aggraver encore cette démarche de bradage de nos atouts.

C'est ainsi que la CGM (Compagnie Générale Maritime), entreprise nationalisée qui reçoit des fonds publics, vient de passer commande de deux bateaux à Famsung en Corée.

C'est ainsi, toujours avec les aides publiques, que l'armateur Tristan Vieljeux a lancé un appel d'offre international pour construire de 2 à 4 porte-containers. C'est ainsi que la fusion entre la GEC et Alstom ferait passer le dernier grand chantier naval sous la domination

étrangère. Et la France perdrait ainsi la complète maîtrise de sa construction navale. Tout ça pour alimenter avec l'argent public les caisses d'une grosse société franco-britannique.

Ce n'est pas la bonne voie et il faut mettre fin à ce bradage. Il faut en finir avec ce gaspillage insensé de nos atouts nationaux. Il y a bien mieux à faire, en évoquant l'accord G.E.C. Alstom, comment ne pas parler de la CGE, privatisée depuis 1987, mais qui travaille essentielle-

de sa navale et de ses fonds publics, que l'on puisse coopérer avec les chantiers Normed qui doivent vivre.

**Nos propositions visent donc :**

- A garder une industrie navale.
- A répondre aux besoins du pays.
- A reconquérir le secteur et construire une filière maritime.
- A pouvoir coopérer avec d'autres pays.



**Des commandes sont possibles en France. 3 665 navires sont nécessaires au niveau mondial.**

**ment pour la SNCF, l'EDF, les PTT avec des fonds publics. Ne devrait-elle pas être dans l'obligation, par le gouvernement français, de produire en France et de développer l'emploi ?**

**Aujourd'hui est posée avec force la nécessité de renationaliser véritablement la CGE dans l'intérêt des travailleurs et de l'indépendance nationale. C'est un objectif indispensable.**

Afin que cette grande entreprise garde sa cohérence, que la nation garde la maîtrise

Depuis des années qu'ils se battent, les salariés des Chantiers de St-Nazaire ont pu apprécier la présence constante du Parti communiste, de ses élus, de ses militants à leurs côtés.

Notre soutien actif à leur combat ne date pas d'aujourd'hui.

Dès les années 70, alors que tout le monde politique et syndical (à l'exception de la CGT) vouait les Chantiers de St-Nazaire à la disparition, notre parti apportait des propositions inverses.

En 1977, c'est à St-Nazaire, que Georges Marchais est venu présenter les propositions du Parti communiste pour la construction navale.

**Et c'est encore avec le soutien actif des élus communistes de la Loire-Atlantique et de la région Bretagne que les salariés des Chantiers de l'Atlantique ont « arraché » la commande du car-ferry « Bretagne ».**

Au départ ce navire devait être construit en Ecosse, alors qu'il représentait 1,5 million d'heures de travail et donc autant de chômage en moins.

Nous avons alerté les salariés, mené avec eux de multiples initiatives. Les maires communistes de la région, tous nos élus ont développé l'action.

Tous ensemble nous avons obtenu gain de cause.

**Aujourd'hui la compagnie maritime B.A.I. a besoin d'un nouveau car-ferry. Nul ne comprendrait qu'il ne soit pas construit à St-Nazaire.**

C'est une nouvelle lutte à mener qui doit être victorieuse.

Notre Parti a été de toutes les luttes ! Moi-même, l'année dernière, lors de la lutte contre les 212 suppressions d'emploi et pour l'augmentation des salaires, j'ai eu l'occasion de dire :

« Cette voie du déclin et de la soumission, le PCF la refuse et tend la main à tous ceux qui ont décidé de lutter contre cette politique. Une autre politique est possible en développant une véritable filière maritime française. Il faut en priorité construire, réparer, transporter français et assurer le développement des activités portuaires. L'argent pour cette politique existe, en utilisant les fonds publics à l'essor et non au déclin de la navale, en prenant sur les profits des armateurs et des constructeurs. Seule, cette politique permettra une coopération mutuellement avantageuse avec d'autres pays ».

\*  
\*\*

Louis Le Roux, conseiller régional communiste de Bretagne, qui est à l'origine de la bataille pour la construction du premier car-ferry à St-Nazaire, vient d'intervenir dans le même sens pour le second.

## ASSEMBLÉE DU PARC DE BRIÈRE

Samedi dernier avait lieu l'assemblée générale ordinaire du Parc Régional de Brière, elle se tenait à St-André-des-Eaux.

Un certain nombre d'élus avaient boudé l'assemblée. Peut-être craignaient-ils la manifestation des riverains de la rocade de St-André qui étaient fort mécontents...

M. Normand, un fidèle pourtant, s'était fait excuser, et M. de Baudinière, avant d'ouvrir la séance, avait tenu à rassurer, à rassurer encore. « Nous allons tester », conclut-il.

L'assemblée pouvait commencer et M. de Baudinière, comme il en a pris l'habitude, a adressé des félicitations à tout le monde sur l'air de « tout va très bien Madame la marquise », en espérant sans doute en récolter les miettes au passage.

« Les parcs régionaux sont une exclusivité française, espérons qu'ils puissent servir de modèle à l'Europe de demain, M. le Président Olivier Guichard est très attentif à nos efforts ».

Pour notre part, nous serons vigilants...

Puis vient l'analyse des rapports de commissions. Ce qui fait dire à Marc Justy dans sa première intervention, à propos du

chaume : « Ici on nous met l'eau à la bouche, on nous promet tout, mais comme sœur Anne, nous ne voyons rien venir. A quand les subventions ? ». Pour toute réponse le président annonce comme première mesure la suppression de la subvention d'Etat.

Pour préserver la couverture de chaume, il faut non seulement tenir compte de la différence de coût avec l'ardoise, mais aussi du taux des primes d'assurances, de la qualité des roseaux, des nuisances causées par les moineaux et les petits rongeurs. Pour Marc Justy, c'est une subvention de 30 % qui est nécessaire pour préserver le patrimoine.

A propos du développement du tourisme, le parc régional annonce une prospection nationale, européenne et mondiale.

Pour cela il ne faut plus d'amateurisme, mais des professionnels. Que cache cette démarche ?

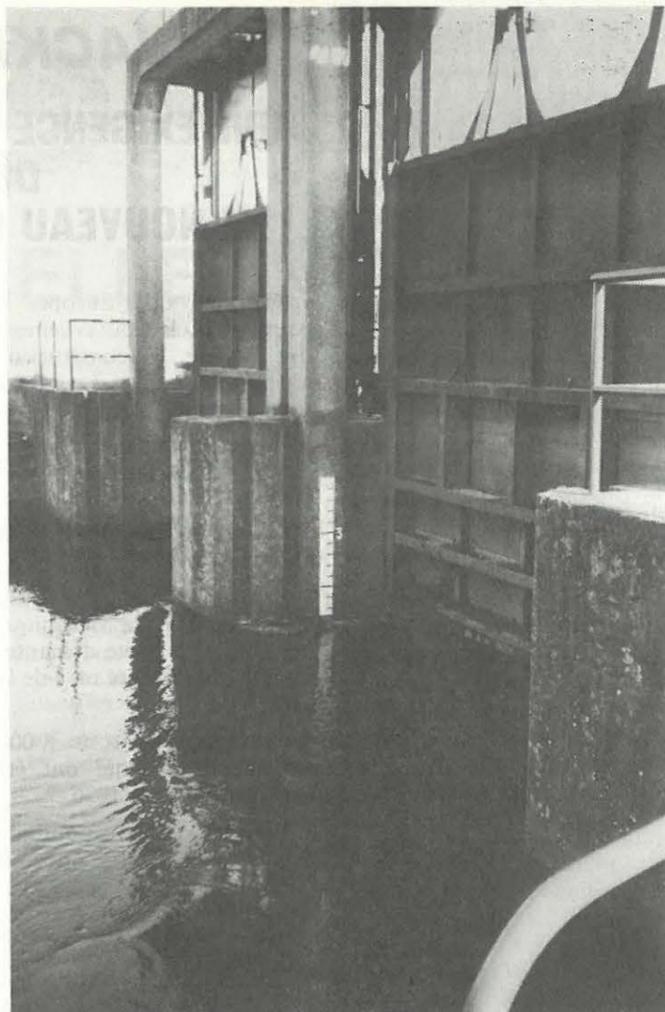
La réponse des élus communistes, Marc Justy et Jean-Louis Le Corre, ne se fait pas attendre.

« Le parc s'écarte de la chartre qui précise qu'il faut s'en limiter à un tourisme léger, sans quoi nous risquons d'aller à l'opposé de la préservation du milieu naturel extrêmement sensible qui était un des objets de la création du parc ».

Mais c'est en fin de séance, à propos des niveaux d'eau, que Marc Justy alluma la mèche. « Tous les spécialistes, dit-il, annoncent un été très sec, plus sec qu'en 1976. Il est donc nécessaire de prendre des précautions. Or aujourd'hui le niveau d'eau est de 1,60 m. Chaque journée chaude l'abaisse d'un centimètre. Et à chaque fois qu'il a plu, vous avez évacué sans réfléchir, Monsieur le Président, vous avez eu une gestion anarchique du niveau des eaux ». « Et comme vous êtes le président de l'Union des Marais du Brivet, c'est vous qui décidez, le plus souvent seul ». « Alors, vous me prenez pour le Bon Dieu ? s'exclame M. de Baudinière. Pourquoi n'acceptez-vous pas, M. Justy, l'aménagement des marais du Brivet ? ». « Tout simplement parce qu'après, vous serez encore le président qui en aura la maîtrise ». Pour Marc Justy, un tel niveau risque d'entraîner de graves dangers : dangers d'incendies, dangers pour les promenades, dangers aussi pour la chasse et la pêche.

On pourrait ajouter : mais que fait donc la commission syndicale de Grande Brière qui n'a toujours pas été réunie par le sous-préfet ?

Un sous-préfet que la presse nous donne comme très actif...



Avec 1,59 m d'eau les écluses de Trignac restent aujourd'hui ouvertes comme en février 88. M. de Baudinière maîtrise mal, mais maîtrise tout.

# BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

**CONSTRUIRE**  
**GÉRER**  
**ENTREPRENDRE**  
**AMÉNAGER**  
**DIFFUSER**

Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs.

**Bretagne Loire équipement :**

le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

EDIMAGE

92, rue Carnot  
56100 Lorient  
Tél. : 97.21.65.71



LA FORCE D'UN GROUPE  
gifco

**LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS  
LANCE UN APPEL EN FAVEUR  
DE L'ENFANCE DÉSHÉRITÉE**

**BON DE SOLEIL**

**20 F**

Prix  
du Billet



1789-1989. Deux étapes, un bicentenaire ; des festivités programmées de longue date et qui seront d'un faste jamais égalé. Des jeux, des débordements de luxe pendant deux mois partout en France. L'image d'un pays respirant le bonheur, la prospérité, la Fraternité.

Fraternité ? Cet enfant qui reste dans l'appartement, est-ce fraternel de ma part de le laisser seul et triste quand, chez moi, pendant les vacances, un lit et une place à table restent vides ?

Dans l'âge tendre, la nécessité de vacances dans un bel et heureux dépaysement est un besoin crucial. C'est un souffle nouveau que l'enfant va prendre pour fortifier son corps, son esprit et affronter l'année scolaire à venir. C'est une thérapeutique préventive contre la délinquance.

Le RMI des parents reste insuffisant — sinon dérisoire — pour offrir à l'enfant ce minimum vital.

Ce rôle complémentaire nous incombe.

Aucun ne doit rester sur le quai de la gare pour voir partir le train qui emmène les petits voisins.

Ouvrez votre maison, serrez-vous autour de la table, et donnez à l'enfant un coup de soleil à son cœur.

1789-1989. Nous aurons fait un pas de plus ensemble vers cet idéal : Liberté, Egalité, Fraternité.

**LE SECOURS POPULAIRE A MIS EN VENTE DES BILLETS AVEC UN TIRAGE DE CADEAUX.** Il compte sur la participation du plus grand nombre.

Avec votre aide, en 1988, le S.P.F. a offert :

- 22 612 journées de vacances
- 458 bourses vacances
- 154 enfants sont partis en accueil familial
- 175 enfants ont bénéficié de la journée des oubliés de vacances.
- 258 enfants ont été accueillis dans le département.

**JEAN-CLAUDE LAMATABOIS  
SUR LES ONDES**

Le poète Jean-Claude Lematabois, que Régis Antoine a présenté dans nos colonnes il y a un mois, vient de sortir un nouvel ouvrage.

La radio FM « Micro-Climat » (92,3) diffusera, samedi 24 juin, à 13 h, une de ses dernières nouvelles : « LE SERINGAL ». Cette œuvre présente le rêve d'un homme voulant vivre en Amazonie, et ce rêve se réalise...

Cette œuvre est proposée par Yannick Tessier, et la réalisation technique est de Jean-Pierre Gourdière.

**ENFIN LA VOIE EXPRESS  
NANTES-HÉRIC OUVERTE  
A LA CIRCULATION**

Après trois années de travaux, la voie express Nantes-Héric est enfin ouverte à la circulation.

Avec cette nouvelle tranche de 15 kilomètres, les automobilistes pourront rouler en continu sur 24 kilomètres de voie express.

Si les automobilistes se réjouissent de cet aboutisse-

ment, les riverains de l'ancienne voie, ceux notamment des environs de Treillères et leur Comité de défense, poussent un « ouf » de soulagement.

Au cours des neuf dernières années, le bilan des accidents se solde par 161 accidents corporels, 51 tués et 123 blessés graves. Il était temps.

**La lutte des personnels hospitaliers  
marque un nouveau point  
CLAUDE EVIN CONTRAINT D'ANNONCER  
LE RÉTABLISSEMENT DU GRADE  
QU'IL AVAIT SUPPRIMÉ AUX SURVEILLANTS**

Le ministre de la Santé, Claude Evin, a annoncé à Saumur, devant le Congrès de l'Union hospitalière du Nord-Ouest, une série de mesures nouvelles pour les infirmières, dont le rétablissement d'un grade pour les surveillantes-chefs. Cette annonce est un important recul du gouvernement à mettre à l'actif de la lutte menée par les cadres hospitaliers depuis des mois, même s'il importe évidemment de rester vigilants jusqu'à la publication du texte et de la grille indiciaire l'accompagnant.

Depuis octobre 1988, les luttes n'ont jamais cessé dans les hôpitaux contre le protocole imposé à la fin de la grève à des personnels qui l'ont toujours rejeté. Ce protocole, sans rapport avec les revendications des infirmières et des cadres supprimait notamment le grade de surveillant. Claude Evin vient donc d'annoncer « la création d'un corps unique avec quatre grades » et non plus trois, ce qui remet de fait en cause le protocole d'octobre. Cet acquis de la lutte des cadres ouvre une brèche pour tous ceux qui demandent la reconnaissance de ce texte.

Claude Evin a dû également annoncer à Saumur le déblocage de 25 000 mensualités de remplacement « dès avant l'été », et une accélération de la promotion des infirmières dans le deuxième grade (50 % des effectifs concernés dès 1989), en restant toutefois dans la limite imposée par le protocole de 30 % du total des infirmières.

Reconnaissant à demi-mot que ces résultats sont à mettre au compte des luttes, le ministre a déclaré, en annonçant ces mesures, que « ses entretiens avec les syndicats l'avaient convaincu de la nécessité de prendre des mesures complémentaires et de procéder à certains ajustements » pour le personnel infirmier.

Cependant, au cours du dernier Conseil supérieur de la fonction hospitalière, la CGT a eu de nouveau à s'opposer à un texte dangereux pour le statut des infirmières générales et des directeurs d'écoles d'infirmières. Avec son soutien actif, ces personnels (les plus hauts cadres infirmiers des hôpitaux) poursuivent aujourd'hui l'action pour un autre texte.

**REGARDS SUR  
UN CENTRE DE SANTÉ**

Juillet 1983 - Juillet 1986, l'expérience des centres de santé à St-Nazaire attire sur elle les regards.

Par le cadre juridique nouveau sur lequel elle s'appuyait, elle permit que se développent, conjointement aux soins, des actions de prévention et d'évaluation, porte ouverte à une vision plus globale de la santé et du bien-être.

Mais ce réseau expérimental de soins ne vécut que trois ans et l'agrément fut renouvelé seulement trois jours avant les législatives de 86. Sans la reconduction d'un budget suffisant, ce fut la fin de la structure et de l'expérience.

Le docteur Coutant, médecin généraliste aux centres de santé, et Jean Lacaze, directeur aux Mutuelles de Loire-Atlantique, ont retracé cette expérience unique en France dans un livre qui vient de paraître aux éditions Syros : « Hier, une médecine pour demain ».

Cet ouvrage témoigne des nombreuses réflexions, recherches, échanges d'idées, démarches et pratiques médicales qui marquèrent.

Rappelons que les communistes ont soutenu, sans réserve, cette expérience, que les orientations gouvernementales en matière de santé ont condamné à disparaître.

**INVITATION A UN AUTRE  
VOYAGE**



**ESSAYEZ LES NOUVELLES RENAULT 21.**

Nouvelles Renault 21, 14 versions à partir de 75 200 F (version TL).  
Nouvelle ligne : Capot plongeant. Projecteurs profilés. Becquet arrière intégré à la porte du coffre.  
Nouveaux enjoliveurs, nouvelles jantes.  
Nouvel intérieur : Nouvelle planche de bord. Nouveaux sièges ergonomiques, nouvelle sellerie.  
Habitabilité record.  
Nouvelles motorisations, nouvelles versions : Moteur 2 litres 12 soupapes pour la nouvelle sportive TXI. Nouveau moteur Diesel équipant les 2 nouvelles versions SD et GSD.  
Modèle présenté Renault 21 TXI avec options. Prix clés en main, hors option, au 15/06/89. 121 500 F. Millésime 89. Garanti anticorrosion Renault 6 ans.

**RENAULT** Saint Nazaire ☎ 40.70.35.07  
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE VOIE EXPRESS PORNICHET - SAINT-NAZAIRE



## Yves KERGROAC'H intervient au Conseil municipal de Nantes

Je tiens d'abord à dire mon soutien à cette décision de tenir les engagements pris avec le N.B.C. Le rôle et l'importance du sport de haut niveau est indiscutable ; cela ne concerne pas les seuls grands clubs professionnels que sont le N.B.C. et le F.C.N. L'équipe de Nantes de handball va accéder à la 1<sup>re</sup> division ; dans les secteurs de l'aviron, de l'athlétisme et de la gymnastique (le succès de récentes manifestations l'a montré), nous voyons bien ce que peut apporter ce qu'il est convenu d'appeler « le sport d'élite » : il faut mesurer les retombées économiques, l'encouragement à la pratique sportive qu'il constitue, sa contribution à renforcer « l'image de marque » d'une ville.

Il est donc normal que Nantes aide ses grands clubs. Je pense que cette aide justifie certaines exigences en matière de gestion. Dans tous les cas, nous avons à veiller à ne pas laisser s'installer un affairisme douteux du genre de celui qui prévaut parfois dans d'autres villes.

Il me paraît, en tous cas, impératif d'instaurer rapidement un large débat sur le sport de haut niveau dans la cité. En effet, il faut distinguer le sport d'élite d'un « sport pour l'élite », et chacun mesure l'évolution dans

la société des besoins en matière de pratique sportive et de loisir ; Nantes compte plus de 45 000 sportifs licenciés... J'ai reçu, depuis le début de mon mandat, des dirigeants sportifs enthousiastes, de sections très diverses et très actives : le volley, le badminton, la boxe, le patin à roulettes... Voilà autant d'activités qu'il ne s'agit pas d'oublier, ou de négliger. Ajoutons qu'une demande s'exprime également de façon croissante, pour la pratique d'activités sportives de loisirs : songeons seulement à la varappe, au succès des sports nautiques... pour lesquels il est impératif d'intervenir dans les plus brefs délais.

Enseignant en éducation physique moi-même, je suis bien obligé de constater que les capacités d'accueil et d'encadrement restent insuffisantes. Des équipements sont vétustes, surchargés : il reste beaucoup à faire pour donner à la pratique sportive, et d'abord en milieu scolaire, l'environnement et les moyens nécessaires.

Je donnerai quelques exemples tirés de mon expérience professionnelle.

Au stade de Procé, qui accueille 1 500 à 2 000 enfants chaque semaine, les équipements sont dans un tel état qu'ils pourraient

mettre en péril la sécurité des jeunes. A la piscine, on affecte une ligne d'eau pour 37 élèves quand la législation prévoit d'en limiter le nombre à 23. Dans le centre ville, l'absence d'un gymnase est très regrettable...

Il s'agit là d'exemples : tous ceux qui, comme moi, vivent chaque jour dans le milieu du sport connaissent de tels exemples et de telles situations...

C'est pourquoi je renouvelle mon souhait de voir se tenir un vaste débat pour dégager des lignes d'action qui permettront le développement conjoint du sport de haut niveau et du sport en général, du sport populaire et des activités physiques de loisir. L'objectif que nous nous sommes fixé, d'agir pour mieux vivre à Nantes, passe certainement par une attention accrue aux problèmes du sport, sur sa place dans la cité.

Merci de votre attention.

## INTERCO

CONSEIL EN GESTION  
ASSISTANCE TECHNIQUE EN  
RESTAURATION COLLECTIVE.

152 AVENUE MALAKOFF  
75116 PARIS (1)40.66.22.22

DOCUMENTATION, ASSISTANCE  
A LA CONCEPTION ET A LA  
REALISATION DE REPAS  
SPECIAUX

"Anniversaire de la Révolution  
Française"

(Etablissement de devis)



RESPONSABLE REGIONAL

Patrice GONZALEZ-FUENTE  
37, Rue du Petit Bois  
53320 - LOIRON  
Tél : (16)43.02.48.76

## MAIN BASSE SUR LE POUVOIR D'ACHAT LES DIRIGEANTS DE L'ALSTHOM SE SUCRENT



Gros bateaux. Gros salaires pour certains.

L'INSEE vient de publier une étude selon laquelle le pouvoir d'achat du salaire net annuel moyen, dans le secteur privé et semi-public aurait augmenté de 0,7 % en 1988, en ajoutant cependant que la moitié de la progression est « due à l'élévation du niveau de vie moyen de qualification ».

En réalité, le pouvoir d'achat s'est détérioré et l'INSEE doit annoncer, pour celui du SMIC, une chute de 0,6 % en 1988 et, en ce qui concerne le taux de salaire net, une quasi-stagnation (+ 0,1 %), après une baisse, l'année précédente, de 0,7 %.

Mais, à ces chiffres officiels, les syndicats CGT et CFDT de l'INSEE, dans un texte commun, opposent des pressions ministérielles pour que l'Institut s'en tienne qu'aux « bons chiffres ». Ce qui tendrait à penser que les

résultats de l'étude minimiseraient sérieusement les dures réalités.

Quoi qu'il en soit, le pouvoir d'achat ne baisse pas pour tout le monde.

Si, aux Chantiers de l'Atlantique, l'augmentation générale des salaires a évolué de 1,8 % en 1988 (en dessous de l'inflation), pour les dix meilleurs salaires de l'Alstom c'est une autre affaire.

Ces messieurs, comme Jean-Noël d'Acremont ou Grill, se sont octroyés, l'année dernière, une coquette augmentation moyenne de 8 000 F par mois (francs actuels bien entendu), soit 11,5 % de plus. Ainsi, ceux-là même qui prêchent les sacrifices pour les autres au nom de la compétitivité, sont les premiers à se sucrer. Il y a des coups de pieds... qui se perdent !

## GAMME LADA. FAITES PREUVE DE BON SENS!

A PARTIR DE

34 990 F



LADA 4x4 NIVA 59.500 F  
BREAK 1500 GL 42.130 F  
SAMARA 5 P. 48.140 F

Une gamme de véhicules fiables, robustes, spacieux et un équipement de série très complet. \*Lada 2105 34.990 F. Prix clés en main au 01/02/89. A.M. 89 (hors frais d'immatriculation).

Garantie réseau Poch Assistance avec A.M.I.  
300 concessionnaires et agents en France.



LADA **POCH** réseau

LADA. UNE MARQUE A TOUTE EPREUVE

Votre concessionnaire :

**Garage DUMAS**

CONCESSIONNAIRE 98, ROUTE DE LA COTE-D'AMOUR  
TEL. 40.70.08.99 - SAINT-NAZAIRE

## C.E.C.V. CARAVANES

LE PARTENAIRE DE VOS LOISIRS...

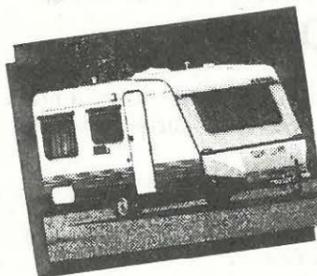
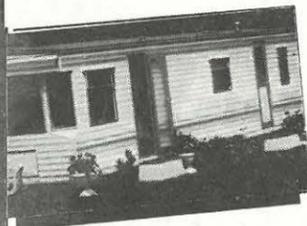
SPÉCIAL ÉTÉ

### PRÉSENTATION DES MODÈLES 89

Concessionnaire des  
marques réputées

**ADRIA-ESTEREL**

Nombreuses fins de  
série à saisir !



Châlet - Abri de jardin  
**OB**



IMPORTATEUR EXCLUSIF DE MOBIL HOMES  
WILLERBY - ABY - BK - TUDOR - COSALT

Nombreuses occasions  
à partir de

**25 900 F**

### RÉPARATIONS

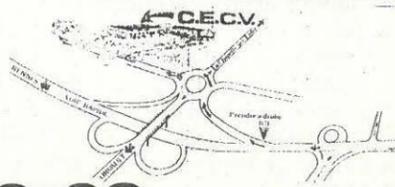
Le spécialiste de la pièce détachée pour caravanes.

Ragon - 44119 TREILLIÈRES

Embranchement  
RAGON-TREILLIÈRES  
Route de RENNES

**TÉL. 40 29 76 09**

### ACCESSOIRES



## NOTRE CAMARADE YVES LE GALLO NOUS A QUITTÉS

Yves, notre ami, notre camarade Yves Le Gallo nous a quittés à l'âge de 91 ans.

Cette force de la nature a été terrassé la semaine dernière. Yves Le Gallo, les vétérans du parti s'en souviennent, mais aussi, tous les communistes. Cet ancien officier de la marine marchande avait été formé dans « la Royale ». Puis il devint, pendant de longues années, le secrétaire des officiers CGT de la marine marchande en Loire-Atlantique.

Yves Le Gallo fut aussi un ardent partisan de la paix. Issu d'un milieu très modeste : son père était manoeuvre dans le bâtiment, et à chaque fois il aimait rappeler que c'est au sacrifice de sa famille qu'il devint un officier de marine. Et quand, à plusieurs reprises, il devait apporter son soutien au Parti, en prenant sa retraite : « Je le fais, disait-il, pour moi-même, mais c'est en souvenir de mon père et de la classe à laquelle il appartenait ». « C'est pourquoi je verse au parti de la classe ouvrière, pour que celui-ci ait un siège qui lui permette de travailler dans de meilleures conditions ».

Une délégation de la Fédération du Parti Communiste Français de Loire-Atlantique, et des vétérans était présente, conduite par Gilles Bontemps, le secrétaire de la section de Nantes Michel Rica, Claude Constant.

Que dans ces instants douloureux, son épouse trouve ici l'expression de toute notre sympathie.



Yves LE GALLO en compagnie de Joëlle LE HÉRISSE, Gilles GRAVOILLE et Maurice ROCHER.

## Au Conseil Municipal de Nantes Une intervention de Gastion AUFFRET

L'exonération de la taxe professionnelle pour les entreprises nouvelles était à l'ordre du jour de la séance du Conseil municipal de Nantes. L'occasion était donnée à Gastion Auffret, conseiller municipal, d'intervenir sur cette question, et d'expliquer les raisons de l'abstention du groupe communiste.

Le Groupe Communiste est évidemment favorable à toutes mesures susceptibles de favoriser l'emploi, de stimuler l'activité économique à Nantes et dans la région.

Nous sommes convaincus que cela passe nécessairement par un véritable effort pour développer l'investissement productif, favoriser la recherche et l'innovation.

Sans doute, les mesures d'exonération que l'on propose font-elles partie des moyens disponibles pour aider à la création d'entreprises, voire préserver l'avenir de certaines de celles qui connaissent des difficultés.

Il s'agit donc d'une aide qui sera fournie finalement, par les contribuables nantais.

Dans tous les cas, nous regrettons vivement que cette mesure de dispense de taxe professionnelle ne puisse s'appliquer de manière sélective. Elle est, en effet, susceptible d'être utilisée au bénéfice de n'importe quelle entreprise concernée par le texte de référence, sans qu'il soit possible d'exercer de contrôle, ni privilégier justement celles qui sont créatrices d'emplois, qui favorisent les technologies modernes et la recherche, qui peuvent contribuer au dynamisme et à l'équilibre de la vie économique dans la cité.

La loi est ainsi faite. Je le regrette vivement. Etant moi-même un des travailleurs licenciés du groupe

Creusot-Loire, qui, certains s'en souviennent, ont multiplié les promesses et se sont livrés à un véritable chantage pour exiger et obtenir des aides répétées, des mesures fiscales extraordinaires, etc...

On sait la suite, le gâchis, les suppressions d'emplois. Et on pourrait citer d'autres exemples. (...)

Où, finalement, l'effort des Nantais a été méprisé, et l'argent dégagé n'aura pas servi à préserver l'emploi, la production. Comment pourrions-nous souhaiter que de telles situations se reproduisent ?

Les communistes ne souhaitent pas pour autant entraver une démarche qui vise à préserver les chances de certains établissements. L'intention affichée est de stimuler l'activité économique, de favoriser la création d'entreprises...

Nous en prenons acte. Nous tenons à exprimer notre appréciation différente de cette disposition, qui ne nous paraît pas offrir, au-delà de quelques exemples, de véritables garanties quant à son utilisation. (...)

Et nous ne souhaitons pas cautionner une démarche qui ne nous paraît pas offrir suffisamment de garanties, qui peut donner lieu à des situations regrettables.

C'est ce que nous voulons préciser avant de nous abstenir sur ce dossier.

## LE DROIT DE L'HOMME A LA PAIX DIMANCHE PROCHAIN, RENDEZ-VOUS A L'APPEL DES CENT A VINCENNES

Dimanche 25 juin, à l'initiative de l'Appel des Cent, tous les pacifistes ont rendez-vous sur la pelouse de Reuilly pour exiger :

- de l'argent pour la vie, pas pour la mort ;
- l'arrêt de tous les essais nucléaires ;
- libérons la planète de toute pollution d'armes d'extermination.

L'action pour la paix et le désarmement s'impose à

notre peuple comme une question majeure. La détermination de tous les pacifistes peut aujourd'hui aboutir à de nouvelles décisions positives.

L'exigence de vivre en paix, de consacrer l'argent pour des œuvres de vie et non pour la mort, est désormais le bien commun de millions de gens dans notre pays.

Au moment où la France officielle s'affirme réticente devant toute négociation

visant à avancer dans un processus de désarmement, faisons entendre une autre voix.

Après avoir fait aboutir l'exigence « Ni Pershing, ni SS-20 », de nouveaux pas en avant peuvent être franchis de concert avec le grand mouvement qui, à l'échelle internationale, se dessine pour désarmer la planète.

Contribuons à faire du rassemblement du dimanche 25 juin un énorme succès !

## LE PROGRAMME DE LA JOURNÉE

— 10 h 30 : Rendez-vous place Félix-Eboué (métro Daumesnil). Défilé jusqu'à la pelouse de Reuilly.

— 12 h 30 : Pique-nique géant (bars - restaurants sur pelouse).

— 12 heures à 18 heures :

- Spectacle sur la grande scène - Les cuivres de l'Opéra de Paris - Babylon Fighters
- Isabelle Aubret
- Malopoets
- Maurane
- Débats et animations dans les espaces :

**POINT DE RENCONTRE DE L'APPEL DES CENT**

— Le collectif national de l'Appel des Cent rencontrera les Amis de la Paix.

— L'idée de la paix à l'aube de la Révolution de 1789.

**SCIENTIFIQUES ET MÉDECINS**

- Trois débats :
- Arrêt des essais nucléaires ou modernisation des armements.
- Militarisation de la recherche. Quelle Europe de l'Euréka militaire ?
- Désarmement et développement.

Exposition - vente - dédicaces de livres.

**MOUVEMENTS PACIFISTES INTERNATIONAUX**

- Deux débats :
- Quelle contribution de l'Europe à la paix ?
- Arrêt des essais nucléaires - Action commune.
- Stands tenus par les mouvements pacifistes étrangers.

**ENFANTS POUR LA PAIX**

- Procès de la guerre.
- Bal des enfants pour la paix avec les groupes Amulette et Jean Naty Boyer.
- Fresque collective.
- Maquillage.
- Puzzle géant...

**SPORT ET PAIX**

- Tour d'escalade.

**PLASTICIENS POUR LA PAIX**

- Exposition d'œuvres pour la Paix.

**EDUCATION A LA PAIX**

- Présentation de jeux vidéo pour la paix.
- Dessins d'enfants.

— Informations à partir d'un service informatique.

**MOUVEMENTS PACIFISTES FRANÇAIS**

- Stands.
- Raoul Sangla réalisera la couverture vidéo des différentes activités du rendez-vous géant sur un grand écran de 48 m<sup>2</sup>.
- Kiosques de vente de matériel.
- Signature de l'Appel pour une Déclaration universelle du Droit de l'Homme à la paix.

**DÉPART DE NANTES EN TRAIN SPÉCIAL**

Départ de St-Nazaire en cars jusqu'à Nantes (place Pierre-Sémar), 4 h 45 du matin. Départ de Nantes, 6 h 19. Le retour jusqu'à St-Nazaire s'effectuera en train. Aller-retour : 150 F. Aller-retour couple : 250 F. Aller-retour jeune : 80 F. Aller ou retour : 100 F.

# 8,9%\*

Sur 24 mois

## CREDIT EXCEPTIONNEL

sur tous les modèles disponibles en stock.

Profitez vite du crédit exceptionnel de 8,9% sur 24 mois que vous propose votre concessionnaire V.A.G sur tous les modèles neufs disponibles sur stock à sa concession.

\*Crédit total de 8,9% sur 24 mois du 15 au 30 juin 1989 sous réserve d'acceptation du dossier par

V.A.G Financement 105 bis, boulevard Malesherbes 75008 Paris. (Offre réservée aux clients particuliers.)

Exemple pour 10000 F empruntés : T.E.G. de 8,9%, 24 mensualités de 456,30 F plus perception forfaitaire unique de 240 F. Soit un coût total de 11191,20 F (hors assurances).

**S.A. Garage MOISON**

60, rue de la Ville-Halluard  
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.22.30.30

DOB Neerthum - VAG France 02600 Villers-Cotterêts

JUN 1989